

BULLETIN D'INFORMATION

Janvier 2013

Sommaire

Présidence danoise de l'UE2

Présidence chypriote de l'UE6

Réunion du DLM Forum à Zagreb8

Activités d'EURBICA.....12

Projet APEX13

Conférence de l'UNESCO - La mémoire du monde à l'ère du numérique, Vancouver.....15

ICARUS-ENARC.....18



“Photo de l’année”: Les magasins d’archives des Archives de l’État danoises, Réunion des membres du DLM Forum, 2012 (photo: Archives de l’État danoises)

Les archivistes européens se concentrent sur les défis numériques

Pendant la Présidence danoise de l'Union européenne, des archivistes et experts en conservation de toute l'Europe se sont rencontrés au cœur de la ville de Copenhague pour une conférence captivante qui a duré quatre jours. L'événement était organisé par les Archives de l'État danoises et l'accent a été mis sur les défis communs et les diverses stratégies en matière d'e-government et de préservation et d'accessibilité numériques du patrimoine culturel.

Du 29 mai au 1^{er} juin 2012, les Archives de l'État danoises ont accueilli l'élite des archivistes et experts en conservation européens pour une série de réunions et de conférences internationales qui se sont déroulées à Copenhague, à savoir l'EBNA (Bureau européen des archivistes nationaux), la DLM Conference (Document Lifecycle Management) et la conférence de la Branche régionale européenne du Conseil international des archives (EURBICA), etc. Ces événements ont été organisés par les Archives de l'État danoises et ils ont été tenus dans les locaux des Archives de l'État et de la Bibliothèque royale. Le thème principal était "Les défis communs et les différentes stratégies dans le domaine de la société numérique".



Les participants de la réunion de l'EBNA à Copenhague, le 29 mai 2012 (photo: Archives de l'État danoises)

Les défis européens communs

Pourquoi mettre l'accent sur l'e-government, la préservation numérique et le patrimoine archivistique dans le contexte européen? La réponse est simple : le Danemark et tous les autres pays européens sont confrontés aux mêmes développements et aux mêmes défis, dans la mesure où les institutions se "numérisent" de plus en plus et que certains services d'archives reçoivent déjà plus de documents numériques que d'archives traditionnelles sur papier.

Le directeur des Archives de l'État danoises, M. Asbjørn Hellum a déclaré: "Les archivistes européens doivent faire face à une série de défis communs, par ex. concernant le développement et la qualité de systèmes qui garantissent la préservation des archives numériques authentiques et qui puissent offrir – aujourd'hui comme demain – un accès à ce patrimoine culturel. Les conférences ont été l'occasion de discuter de sujets importants, à savoir comment pouvons-nous préserver et partager les données sans compromettre la protection de la vie privée du citoyen, quels systèmes développerons-nous pour garantir qu'ils soient appropriés à leur mission de préservation et quelle est notre position vis-à-vis des propositions de l'UE pour une politique commune en la matière".

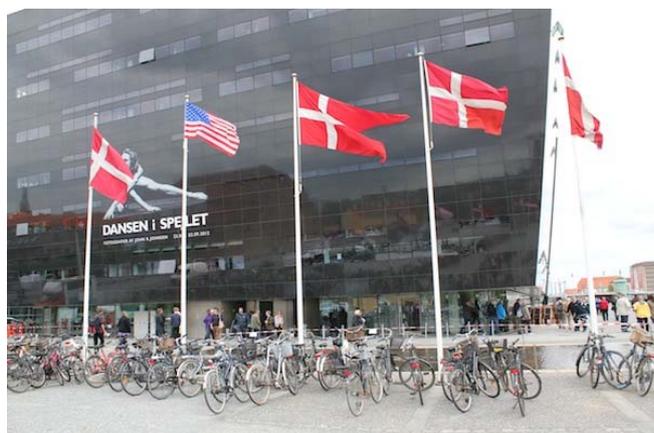
Peter Hustinx, le Contrôleur européen de la Protection des données, a présenté la Réforme du cadre européen de protection des données et le projet de règlement de l'UE en la matière. Les membres du Groupe européen des Archives (EAG) se sont déclarés d'accord pour dire que si ce règlement est adopté dans sa mouture actuelle, il pourrait avoir de sérieuses conséquences pour les activités archivistiques, et surtout pour l'accessibilité des données historiques ainsi que pour la recherche européenne. Il a été convenu que ces remarques seront envoyées à la Commission et que les archivistes nationaux communiqueront des commentaires individuels à leurs ministres respectifs.

Les nouveaux dépôts d'archives à Copenhague

En marge des conférences, les Archives de l'État danoises ont organisé une visite guidée de leurs nouveaux dépôts à Kalvebod Brygge à Copenhague, inaugurés en 2009. Ils ont été conçus avec une attention particulière pour la sécurité et des circonstances climatiques appropriées à la préservation des documents papier qui y sont conservés. Asbjørn Hellum précise:

"Pour la préservation des documents en papier, nos nouveaux dépôts sont parmi les meilleurs. Cependant, il est très important que nous nous mettions en réseau avec les autres institutions d'archives nationales en Europe, afin de pouvoir suivre les développements de nouvelles technologies dans le domaine du patrimoine archivistique. Nous ne devons jamais nous reposer sur nos lauriers: nous pouvons et devons tirer profit du savoir-faire des autres en matière de préservation et discuter ensemble comment nous pourrions faire mieux et comment nous devons affronter les défis communs de l'Europe".

Pour de plus amples informations sur les Archives de l'État danoises, surfez sur : www.sa.dk/content/us/ . Pour des informations sur la conférence, veuillez contacter la responsable de la presse, Mme Julie Avery, Archives de l'État danoises, jav@sa.dk



La Bibliothèque royale danoise à Copenhague, lieu de la réunion des membres du DLM Forum (photo: Karsten Bundgaard)

Réunion des membres du DLM Forum à Copenhague, 31 mai – 1 juin

Du 31 mai au 1er juin, les Archives de l'État danoises ont organisé la réunion semestrielle du DLM Forum. Le thème central de cette réunion était "Des défis communs – Des stratégies différentes?", en référence à une enquête que les Archives de l'État danoises avaient menée auprès des services d'archives nationaux en Europe, en préparation des réunions de l'EBNA et du DLM Forum pendant la Présidence danoise de l'UE.



La Bibliothèque royale danoise, surnommée "Le Diamant noir", site de la réunion des membres du DLM Forum à Copenhague (photo: Karsten Bundgaard)

Les résultats de l'enquête ont été présentés au cours de la deuxième journée de la réunion, dans un exposé de la chef du département "Sélection et Transfert" des Archives de l'État danoises, Mme Kirsten Villadsen Kristmar. L'enquête a révélé que tous les pays participants se rendent bien compte des défis de la préservation numérique. Dans les domaines où les institutions nationales d'archives optent pour des solutions similaires, une future coopération pourrait être envisagée. Cependant, il y a également des différences considérables dans les stratégies, leur implémentation et les résultats. Il pourrait donc être intéressant d'appréhender les causes de ces différences: est-ce une question de l'état d'avancement du "e-government" dans les divers pays, de législation ou de financement, ou de leur manque, ou bien de l'organisation des missions de préservation à long terme des archives?

En conclusion, Mme Kristmar a indiqué qu'il est nécessaire de mieux connaître et comprendre les différentes stratégies et leur arrière-fonds. L'analyse des différences pourrait être instructive. En matière de coopération entre les services d'archives, il vaut aussi la peine d'envisager un rassemblement des connaissances dans le domaine des formats et des technologies de préservation, étant donné qu'il s'agit de sujets où les différents pays semblent avoir beaucoup de choses en commun. Dans d'autres domaines, comme par ex. les normes et les logiciels de "source libre" le choix de solutions communes pourrait être pertinent. Un exemple à suivre pourrait être celui des bases de données, où plusieurs pays européens ont adopté le modèle suisse SIARD. Toutefois, il ne faut pas oublier que le choix de solutions communes implique aussi un engagement commun, même après la réalisation du projet initial.



Réunion des membres du DLM Forum à Copenhague, 31 mai – 1 juin (photo: Archives de l'État danoises).

Comme à l'accoutumée, un rôle important était réservé à Moreq 2010 lors de la réunion des membres du DLM Forum. Jon garde (Comité de gouvernance de Moreq) a fait une présentation sur l'état de la question en matière de spécification et sur les façons dont elle pourrait aider les institutions à gérer leurs archives à long terme. La spécification présente le grand avantage qu'elle permet une interopérabilité entre les systèmes. Un débat a été engagé sur les façons dont cette norme pourrait être utile pour les archivistes et les responsables du *records management* en leur offrant un langage commun. D'autres exposés ont traité certains aspects de la norme MoReq et son implémentation, comme par ex. le système basé sur un *Share Point*.

Généralement, l'interopérabilité est un aspect très important de la gouvernance de l'information, aussi plusieurs exposés ont –ils abordé ce thème. Pendant la réunion, Tim Callister et Rob Johnson des Archives nationales du Royaume-Uni ont organisé une séance très inspiratrice sur la continuité numérique.

Au cours de l'Assemblée générale annuelle, les membres ont discuté et approuvé un document de vision du Comité exécutif sur la Gouvernance de l'information en Europe et le futur rôle du DLM Forum. Ce document est un point de départ intéressant pour les travaux du DLM Forum pour les prochaines années.

*Jan Dalsten Sørensen,
Chef de la Section Archivage numérique, Département de la Sélection et du Transfert, Archives de l'État danoises.*



Les dépôts des Archives de l'État danoises, réunion des membres du DLM Forum, 2012 (photo: Archives de l'État danoises)

**Présidence chypriote du Conseil
de l'Union européenne
26e Conférence de l'EBNA et
13e reunion de l'EAG**



Bureau européen des archivistes nationaux (EBNA)

Les Archives de l'État chypriotes ont eu l'honneur d'organiser la 26^e Conférence de l'EBNA à Nicosie, les 11 et 12 octobre 2012, lors de la première Présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne.

La Conférence a eu lieu au Centre Filoxenia, Zenon Kitiievs Hall et elle a été présidée par Mme Effy Parparinou, Archiviste nationale de Chypre. Le Dr. Stelios Himonas, Secrétaire permanent du Ministère de la Justice et de l'ordre public s'est adressé aux participants. La conférence a réuni 50 délégués de 31 pays, de l'UE, du DLM Forum, d'ICARUS et d'APEx.

La première journée de la conférence était divisée en quatre séances thématiques:

1) 1^{ière} Séance: Chypre – 3000 ans d'Histoire en archives

La première séance a été consacrée au présent et à l'histoire de Chypre, présentés au travers des sources d'archives. Cinq conférenciers, tous experts dans leurs domaines, ont amené les participants pour un voyage historique de plusieurs siècles (le Dr D. Pilides, Curateur du Département chypriote des Antiquités; le Dr D. Michaelides, Directeur de l'Unité de recherche archéologique de l'Université de Chypre; le Dr C. Schabel, Président du Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Chypre; le Dr A. Pouradier Duteil Loizidou, Directeur du Centre de recherche chypriote et le Dr P. Papapolyviou, Professeur associé d'Histoire grecque contemporaine au Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Chypre).



Présentation par Karel Velle, Directeur général des Archives de l'État en Belgique (photo: Archives de l'État chypriotes)

2) Séance 2: Les archives au service de la société

Les trois conférenciers de la deuxième séance (Mme Parparinou, Archiviste nationale du pays hôte), Charles Farrugia, Archiviste national de Malte et Dr. Marietta Minotos, Directeur général des Archives de l'État grecques) ont présenté comment les archives servent la société dans leurs pays respectifs et quels sont leur rôle et leur impact pour l'administration publique.

3) Séance 3: Archives, Bibliothèques, Musées - Collaboration ou fusion?

La 3^e séance a examiné un thème très pertinent dans le contexte de la crise économique actuelle. Les collègues du Danemark (Dr A. Hellum, Directeur général des Archives de l'État danoises), de l'Irlande (Frances Mc Gee, Directeur f.f. des Archives de l'État irlandaises) et des Pays-Bas (Martin Berendse, Directeur des Archives de l'État et Archiviste national des Pays-Bas) ont fait part de leur expertise relative à la question de savoir si les services d'archives doivent fusionner ou coopérer avec d'autres institutions du patrimoine culturel, afin de s'assurer des ressources financières et professionnelles nécessaires pour pouvoir continuer à développer ces institutions.

4) Séance 4: Actualités – Les projets en cours des institutions d'archives européennes

La 4^e séance était destinée à être un forum pour la présentation des projets archivistiques en cours en Europe. Oliver Morley, Directeur général et Archiviste national des Archives nationales du Royaume-Uni a fait une présentation sur un projet innovateur, appelé "Building Environment Simulation". Karel Velle, Directeur général des Archives de l'État en Belgique a présenté les expériences belges en matière d'acquisition et de sélection ainsi que les stratégies pour documenter le présent pour les générations futures. Le Dr Sebastian Berteleit, Chef du département de la préservation du Bundesarchiv allemand a présenté quelques modèles et concepts pour la construction de dépôts d'archives efficaces en consommation énergétique. Dr. Jozef Hanus, Directeur du département d'Archives de la République slovaque a présenté quelques projets (inter)nationaux dans les domaines de la préservation et de la numérisation des archives slovaques.



Photo de groupe de la 26^e Conférence de l'EBNA, 11-12 octobre 2012, Nicosie (photo: Archives de l'État chypriotes)

Toutes les présentations peuvent être consultées sur le site internet des [Archives de l'État chypriotes](#).

Le Groupe européen des Archives (EAG)

Une réunion conjointe avec le Groupe européen des Archives (EAG) a été organisée lors de la conférence de l'EBNA, le 12 octobre 2012. Cette réunion était présidée par M. Peter Handley (Chef d'Unité, Politique documentaire et d'archivage, Secrétariat de la Commission européenne) et Mme Effy Parparinou (Archives de l'État chypriotes). Les participants à la réunion ont débattu de la nouvelle législation européenne sur la protection des données et ils se sont penchés sur le projet de lettre à envoyer à la Commission européenne pour exprimer la position des Archives nationales en la matière. Susan Healy (Archives nationales du R.-U.) et Giulia Barrera (Directorat général des archives, Italie) ont fait des propositions pour un code de conduite relatif aux archives.



*Séance de la 26^e réunion de l'EBNA,
11 octobre 2012, Nicosie*

Prof. Eric Ketelaar (Président du DLM Forum) a fait une présentation sur le thème "Qu'est-ce que le DLM Forum pourrait faire pour les Archives nationales et vice versa?" Mr. Gerrit de Bruin (coordinateur du projet APEX) a présenté un état de la question du projet APEX Archives Portal Europe et Mme Barbara Berska (Archives de l'État polonaises) a présenté l'état actuel du projet Préservation et prévention des calamités.

APEX

Le 12 octobre 2012, le Comité directeur d'APEX a également tenu une réunion au Centre Filoxenia.

Réunion des membres du DLM Forum 15 et 16 novembre 2012, Zagreb, Croatie



La réunion des membres du DLM Forum, sous le thème "La gouvernance de l'information en Europe", a été organisée en novembre 2012 à Zagreb, aux Archives de l'État croates. Les quelque quatre-vingts participants d'archives nationales et d'autres institutions ont insisté sur l'importance du sujet de la réunion. La gouvernance de l'information peut être définie comme un système de gestion et de

contrôle de l'utilisation actuelle et future des technologies de l'information. La gouvernance d'entreprise concerne aussi la stratégie et la politique en matière d'utilisation des technologies de l'information au sein d'une organisation. Elle concerne l'évaluation, la gestion et le monitoring de l'utilisation des technologies de l'information afin de permettre à l'organisation de réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés. Les principes et les pratiques de la gouvernance de l'information sont nécessaires pour pouvoir implémenter et soutenir les activités gouvernementales et commerciales aux niveaux individuel, régional, national et international. La gouvernance de l'information est essentielle pour l'Europe, étant donné que de nombreuses nations, régions et instances législatives entretiennent des relations actives d'échange et de coopération et que l'Union européenne et les pays candidats ou associés de l'UE se sont dotés de nombreux traités internationaux et autres arrangements légaux. Le DLM Forum doit assumer un rôle de leadership en participant aux activités et aux projets en relation avec l'avenir de la gouvernance de l'information, pour pouvoir les influencer et façonner.



Les Archives de l'État croates à Zagreb (photo: Archives de l'État en Croatie (HDA)).

Après le discours d'introduction de l'institution hôte, la première journée de la réunion a débuté par les présentations de Eric Ketelaar et John Leigh sur la Gouvernance de l'information et le DLM Forum, suivie par celle de Jon Garde sur l'état de la question de Moreq 2010. Après la pause-café, Tim Callister a parlé du paradoxe Carlisle-Presley, ses causes (une rupture dans des relations-clés), son impact sur la gouvernance de l'information et les moyens pour résoudre ce paradoxe.

Le dernier exposé de la journée, à savoir celui de Jacqueline Slats des Archives nationales des Pays-Bas, s'intitulait *Into the sky: Planets and DLM Forum*. La première journée de travail a été clôturée par l'Assemblée générale du DLM Forum.



Réunion des membres du DLM Forum à Zagreb, présentation du prof. Eric Ketelaar (photo: HDA).

La deuxième journée de la réunion a commencé avec une présentation par M. Darko Parić, Ministre adjoint pour e-Croatie et Ministre de l'administration publique de la Croatie, sous le thème "La gouvernance de l'information: une vision pour le secteur public croate". Ensuite, M. Eric Ketelaar, Président du DLM Forum, a de nouveau parlé de la gouvernance de l'information et du DLM Forum. Jon Garde a ensuite abordé des questions relatives à l'implémentation de Moreq2010 dans les milieux archivistiques. L'exposé de Richard Jeffrey-Cook s'intitulait *Implementing Governance in a MoReq10 Compliant SharePoint System based on experience of implementing a Microsoft Share Point Server 2010 and Automated Intelligence Compliance Extender for a private sector organisation*. Après la pause-café, les participants aux débats ont été répartis sur deux locaux, une salle et une salle B. Dans la salle A, la séance a été ouverte par les délégués du Portugal, MM. João Correia Vieira et José Borbinha qui ont fait un exposé sur les directives pour une gouvernance efficace de l'information, telle qu'elle est actuellement développée au Portugal par les efforts conjoints d'entre autres AMA (l'Agence pour la modernisation administrative), DGARQ (les Archives de l'État), IST (une université) et INESC-ID (un institut de recherche). Jean Mourain (Suisse) a parlé de la mise en oeuvre de programmes de gouvernance de l'information dans les organismes publics et privés. La séance parallèle dans la salle B a été lancée par une présentation de Lucia Stefan (Royaume-Uni), intitulée *Information Governance in the era of Big Data*. L'augmentation des capacités et la diminution des coûts des technologies de l'information ont stimulé l'accumulation de gros volumes de données et d'informations, désignés sous le nom de "Big Data" (données massives). D'après des prévisions de l'International Data Corporation, le volume des données numériques aura vingtuplé d'ici à 2020 pour s'élever à 35 zettabytes de données.

D'après des prévisions de l'International Data Corporation, le volume des données numériques aura vingtuplé d'ici à 2020 pour s'élever à 35 zettabytes de données. Ratko Mutavdžić (Croatie) a fait une présentation sur *Open Data Government Initiative (OGDI): achieving successful information governance through the Open Data principles*.



Réunion des membres du DLM Forum à

Zagreb (photo: HDA)

Après le déjeuner, les occupants des salles A et B se sont à nouveau réunis pour une autre série d'exposés. Jozo Ivanović des Archives de l'État croates a ouvert la séance avec un exposé intitulé *MoReq and recordkeeping dialects: some notes on standards and diversity* dans lequel il a parlé de la tension entre d'une part les effets normalisants des standards qui tendent à uniformiser les expressions et d'autre part le souhait des individus et des organismes de pouvoir communiquer de la façon qu'ils jugent appropriée. Peu après cette présentation, un panel d'experts de la Croatie, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Slovénie et d'autres pays a engagé un débat sur Moreq2010 dans d'autres langues et cultures. Après une petite pause-café, Liivi Karpištšenko (Estonie) a ouvert la séance avec un exposé intitulé *Cross-Border Exchange of Electronic Records – Initiatives and Experiences in the EU and Estonia*. Mario Silic and Andrea Back de l'Université de St. - Gallen, Suisse ont fait un exposé intitulé *Mobile (r)evolution impact on Information Governance*, traitant d'une première étude sur la gouvernance de l'information et les risques associés à l'utilisation des ordiphones. Ils ont expliqué quelques évolutions des nouvelles technologies concernant la sécurité des informations et des données.

Aleksandar Kuzmanić
CSA Registry, Development and Documentation Service Division

Pour de plus amples information, voir le site internet du [DLM Forum web page](#).

Activités d' EURBICA

Assemblée générale 2012 à Copenhague

La dernière réunion de l'Assemblée générale, qui a eu lieu à Copenhague le 31 mai 2012, a apporté de profonds changements à EURBICA. Le président et un nouveau comité exécutif (pour un mandat de 4 ans) ont été élus. Le nouveau président est M. Karel Velle (directeur des Archives de l'État en Belgique) qui a occupé ces dernières années les fonctions de président et de membre de la Commission d'audit du CIA. Les membres du comité exécutif sont : Luis Ramon ENSEÑAT CALDERON (Espagne), Björn JORDELL (Suède), Angelika MENNE-HARITZ (Allemagne), Uğur ÜNAL (Turquie), Natalija GLAŽAR (Slovénie), Radoslav RAGAČ (Slovaquie), David LEITCH, Secrétaire général du CIA, membre d'office d'EURBICA. La composition du comité exécutif et les informations de base se trouvent sur le [site internet](#).

L'Assemblée générale a également adopté la modification des statuts d'EURBICA. Cette modification avait déjà été acceptée lors de la réunion du Comité exécutif qui s'est tenue à Tolède le 25 octobre 2011. Le texte sera mis sur le [site internet](#).

L'Assemblée générale a également pris connaissance du projet de texte «Principes de l'accès aux archives», préparé par le groupe de travail «accès» du Comité CIA qui s'occupe des bonnes pratiques et des normes. Le texte avait déjà été adopté lors du congrès 2012 du CIA à Brisbane.

L'Assemblée a été informée de la tenue de la prochaine Conférence européenne des Archives (ECA 2014, qui aura lieu à Gérone (Catalogne, Espagne) sous le thème «Les archives et l'industrie culturelle».

Conférence annuelle du CIA 2013 – Bruxelles, du 20 au 24 novembre

La Conférence annuelle du CIA sera organisée pour la toute première fois à Bruxelles, en partenariat avec les Archives de l'État en Belgique, du 20 au 24 novembre 2013. La conférence sera consacrée à la gouvernance et à la stratégie du CIA et à des réunions sur des sujets divers tandis que la conférence professionnelle proprement dite aura lieu le samedi 23 et dimanche 24 novembre. La conférence portera comme titre «Responsabilité, Transparence et Accès à l'Information». De plus amples informations se trouvent sur le [site internet du CIA](#).

La législation de l'UE sur la protection des données

Pendant les deux dernières réunions du Groupe européen d'Archives (EAG) à Copenhague et à Nicosie, un nouveau sujet important a été soulevé, à savoir une proposition de règlement de la Commission européenne sur la protection des données. Comme il s'agit d'un Règlement et non d'une Directive, le texte sera directement d'application dans chaque État membre (sans pour autant devoir être transposé en législations nationales).

La lettre propose quelques amendements à l'article 83 de la proposition de règlement et annonce l'intention des institutions nationales d'archives de préparer un code de conduite européen sur le traitement des données personnelles par les services d'archives (en s'inspirant d'un code existant au Royaume-Uni (« code of practice ») et d'un code de conduite similaire de l'Italie). La recherche historique (y compris celle qui concerne des documents à données personnelles conservés par les institutions d'archives) est essentielle pour la société. Dans ce contexte, un équilibre doit être trouvé entre le droit fondamental à la vie privée et la protection des données d'une part et d'autres intérêts publics légitimes d'autre part. L'anonymisation des données personnelles pourrait constituer une menace pour l'authenticité des archives. La proposition du projet de nouveau règlement permet de rectifier les données mais ceci devrait être limité à l'ajout d'une déclaration corrective tandis que le document original et les données mêmes devraient rester intacts. Le groupe de travail EAG pour l'élaboration d'une proposition de code de conduite sera assisté du Prof. Eric Ketelaar. Il sera également tenu compte de la Déclaration universelle sur les archives de l'UNESCO, du code éthique du CIA et de la Recommandation du Conseil de l'Europe sur la politique européenne en matière d'accès aux archives.

Le portail Archives Europe – continuation au sein du projet APEx

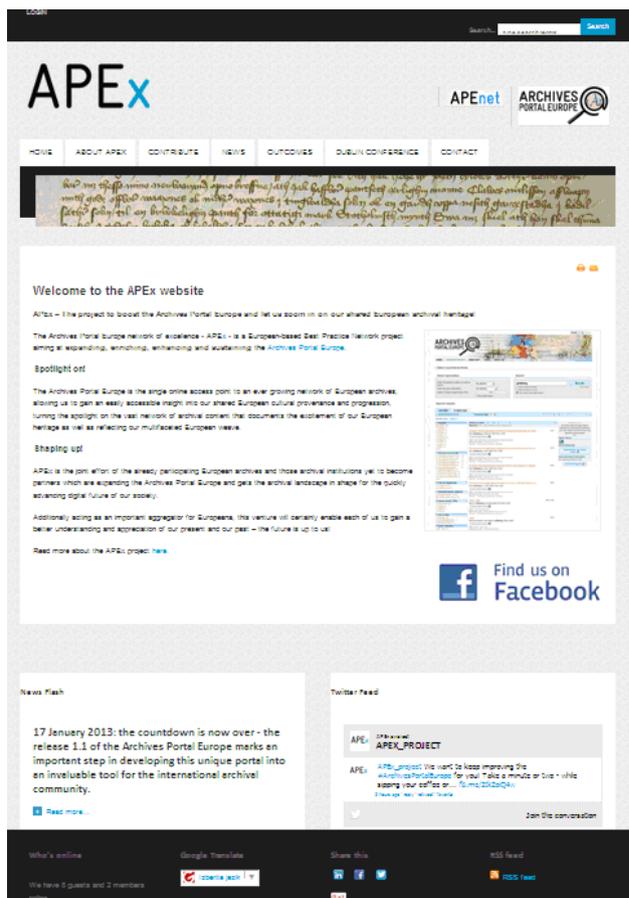
Le projet APEx est la suite du projet APEnet, en marge duquel EURBICA avait lancé en 2010 le Groupe de liaison APEnet d'EURBICA, financé par PCOM. Deux ateliers, respectivement à Berne et à Tolède, ont été organisés en 2011 pour les institutions d'archives, notamment celles des pays non membres de l'UE. Avec ces ateliers, EURBICA a soutenu le projet APEx, en offrant une plate-forme aux partenaires souhaitant rejoindre le consortium. Tandis que APEnet avait été lancé en 2009 avec comme partenaires 12 institutions nationales d'archives et la fondation Europeana, APEx a pris son départ vers la mi-mars 2012 à La Haye avec 28 services d'archives nationaux et ICARUS (Centre international de la recherche archivistique) en la qualité de consortium d'APEx. Depuis lors, les partenaires du projet se sont activement engagés pour développer, enrichir et soutenir le Portail Archives Europe. À côté de la réalisation de développements techniques, le groupe s'est occupé surtout de l'évaluation continue des normes archivistiques internationales qui doivent être utilisées par le Portail Archives Europe. Dans ce contexte, le code EAG 0.2 (Encoded Archival Guide) existant a été revu afin d'optimiser sa conformité avec la norme ISDIAH (International Standard of Describing Institutions with Archival Holdings) et pour mettre à profit les expériences qui ont pu être tirées des normes EAD (Encoded Archival Description) et EAC-CPF (Encoded Archival Context – Corporate Bodies, Persons, Families).

La proposition du projet EAG 2012 a été brièvement exposée pendant la réunion conjointe des sous-comités techniques pour l'EAD et l'EAC-CPF, lors de l'assemblée annuelle de la Society of American Archivists (SAA). Pour de plus amples informations, on peut consulter aussi le site internet du projet APEX, sous la rubrique [Standards](#).

Parmi les autres domaines d'activités, citons la coopération continue avec Europeana, visant à augmenter l'interopérabilité organisationnelle et technique, ou la préparation d'un outil pour permettre à l'utilisateur d'évaluer les versions d'Archives Portal Europe et leurs instruments connexes qui sont sur le point d'être lancés. En ce qui concerne le premier domaine d'activités cité, les efforts ont été élargis à d'autres projets européens, come par ex. TEL (The European Library), CENDARI (Collaborative European Digital Archive Infrastructure) et Europeana Awareness, afin de créer des effets de synergie, non seulement pour les projets et leurs équipes, mais également pour les institutions participantes. En ce qui concerne le deuxième domaine, l'équipe du projet APEX a préparé des séances où sont analysés les remarques et les interviews d'archivistes de différentes spécialisations et expériences dans l'utilisation du portail, le tableau de bord et le Data Preparation Tool (DPT), l'évaluation par le groupe-cible et l'enquête auprès de l'utilisateur final. Les résultats de cet exercice, qui vise à en savoir plus sur les utilisateurs du Portail Archives Europe, seront bientôt communiqués via la page d'accueil du portail.

La version 1.1 du Portail Archives Europe sera lancée au début de 2013, après la réalisation d'une série d'interventions techniques, notamment le transfert de l'infrastructure du portail vers un environnement basé sur le CMS (Content Management System), ce qui permettra d'intégrer les développements futurs et de présenter ainsi le matériel d'archives de manières additionnelles. Des adaptations correspondantes seront apportées à l'interface de l'utilisateur du portail et à l'apparence à l'écran. Les moteurs de recherche seront également optimisés. En outre, l'équipe technique d'APEX s'est occupée du back-end du Portail Archives Europe – c'est-à-dire le tableau de bord où se situent tous les comptes d'utilisateurs privés des fournisseurs de contenu – afin d'optimiser les processus de préparation et de publication des données. En même temps, une nouvelle version de l'outil DPT (Data Preparation Tool), permettant le traitement des données sous forme d'une application « desktop », sera disponible via le site internet du projet, sous la rubrique [Tools and manuals](#). À côté de fonctionnalités telles la validation de données locales et leur conversion vers apeEAD (c'est-à-dire l'EAD telle qu'elle est utilisée au sein du Portail Archives Europe) ou la création de fichiers d'informations sur les institutions d'archives qui ont été encodées dans EAG 2012, le DPT permettra aussi une conversion en deux étapes de apeEAD vers EDM (Europeana Data Model), de sorte que des données conformes à l'EDM puissent alimenter Europeana via le Portail Archives Europe. Le lancement de deux versions publiques améliorées est encore prévu avant la finalisation du projet APEX au printemps de 2015.

Kerstin Arnold, APEX WP7L



Pour de plus amples informations, voir le site internet www.apex-project.eu, où se trouvent également les coordonnées du bureau et du coordinateur du projet, Gerrit de Bruin, auxquels on peut adresser des questions administratives relatives au projet.

Conférence de Vancouver – La mémoire du monde à l'ère du numérique: la numérisation et la préservation

En coopération avec l'université de British Columbia et avec le support financier de plusieurs sponsors publics et privés, l'UNESCO a organisé une conférence internationale sur le thème "La mémoire du monde à l'ère du numérique: la numérisation et la préservation". La conférence s'est déroulée du 26 au 28 septembre 2012 à Vancouver, Canada et avait pour objectif d'analyser les principaux sujets ayant trait à la préservation et l'accessibilité à long terme du patrimoine documentaire numérisé.

De nombreux documents numériques sont déjà devenus inaccessibles et à moins de prendre les mesures appropriées, cette situation risque d'empirer étant donné que le volume des documents numérisés va toujours croissant. Les technologies numériques ont augmenté les possibilités de créer et de partager des idées, des informations, du savoir. Elles contribuent ainsi à l'éducation, la science, la culture, l'épanouissement national et le développement durable. Afin de pouvoir implémenter une politique de préservation authentique à long-terme, le défi de la garantie de la continuité devra être relevé.

La conférence a conclu qu'il est essentiel de mieux comprendre les environnements numériques pour pouvoir mettre en place des modèles de préservation numériques qui respectent les principes légaux de base, qui trouvent l'équilibre entre le droit à l'accès aux informations et le droit de protection de la vie privée et qui respectent la propriété du patrimoine.

La préservation numérique doit devenir une priorité et faire l'objet d'investissements en infrastructure, garantissant l'accessibilité et l'utilisabilité à long terme. À défaut, les documents numériques risquent de se perdre.



M. Janis Karklins, UNESCO Directeur général adjoint de l'UNESCO, Cérémonie d'ouverture de la conférence (Photo: M. Liouliou, UNESCO).

Il faudra développer des programmes de formation afin de doter les professionnels de l'information de l'expertise nécessaire pour qu'ils puissent implémenter des mesures de numérisation et de préservation répondant aux besoins de leurs gouvernements et de leurs concitoyens.

Plus de 500 participants, parmi lesquels des professionnels des secteurs patrimoniaux, des délégués gouvernementaux, des représentants du monde des technologies de l'information, des juristes et d'autres personnes intéressées ont discuté des stratégies et des pratiques qui pourraient faciliter une majeure protection du patrimoine numérique. Ils ont adopté la [Déclaration de Vancouver UNESCO/UBC](#), avec des recommandations spécifiques pour l'UNESCO, ses États membres, les associations professionnelles et le secteur privé. La Déclaration lance un appel pour l'élaboration d'une "feuille de route" avec des propositions pour des solutions, des accords et une politique à implémenter par toutes les parties concernées. Cette feuille de route veut garantir une accessibilité à long terme et une préservation fiable, répondant aux priorités nationales et internationales et incluant des aspects tels le gouvernement ouvert, les données ouvertes, l'accès ouvert, le gouvernement électronique, le respect des droits privés et des droits intellectuels, économiques et moraux de base.

Parmi les recommandations, il y a la nécessité:

- d'une stratégie numérique cohérente, conceptuelle et pratique en matière de gestion et de préservation des informations conservées dans un milieu numérique, quelle que soit leur forme.
- d'un cadre pour la préservation numérique et des pratiques de gestion et de préservation;
- une plus proche collaboration entre les associations professionnelles internationales et d'autres organismes internationaux, pour élaborer des trajets académiques en matière de numérisation et de préservation numérique et pour implémenter des programmes de formation en gestion et préservation des informations numériques;
- un forum à multiples parties concernées, pour discuter de la standardisation de la numérisation et des pratiques de la préservation numérique, y compris la mise en place de registres des formats numériques
- des stratégies pour un gouvernement ouvert et des données ouvertes, pour répondre aux besoins de maintien et d'inspiration de confiance en les documents numériques;
- coopération avec le secteur privé pour développer des produits qui facilitent la rétention et la préservation des informations enregistrées dans un format numérique.

Joie Springer

j.springer@unesco.org



L'affiche de la conférence de l'UNESCO (Photo: M. Liouliou, UNESCO).

ICARUS



ICARUS, le Centre international pour la recherche archivistique, est une association sans but lucratif active aux niveaux national, international et de l'UE. Il assiste les institutions d'archives, les bibliothèques, les musées et les institutions scientifiques dans le renforcement de la coopération transnationale et dans le développement commun d'activités dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel.

ICARUS est un réseau ouvert auquel participent des institutions publiques de toute l'Europe, qu'ils soient des services d'archives publiques, nationales, provinciales et ecclésiastiques ou des universités et des institutions scientifiques et de recherche. ICARUS vise non seulement le développement conjoint d'expertise en matière de numérisation des documents mais surtout à mettre en place et étendre un réseau européen actif dans la préservation du patrimoine culturel écrit.

ICARUS doit être considéré comme une initiative complémentaire aux grands organismes européens actifs dans le secteur de la préservation du patrimoine culturel.

Toute institution culturelle peut devenir membre du réseau ICARUS pour participer à des projets, développer son expertise et son savoir-faire et soutenir la coopération transfrontalière.

Étant donné qu'ICARUS est une association sans but lucratif, les moyens financiers nécessaires pour la réalisation des objectifs proviendront des rentrées de contrats ou de projets correspondant aux statuts de l'association en matière d'objectifs, subsides et financement.

OBJECTIVES

ICARUS vise à gérer et supporter des projets dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel en Europe en coordonnant les coopérations internationale et transnationale entre services d'archives, bibliothèques, musées et institutions scientifiques; en supportant les services d'archives dans le lancement et la médiation de projets et dans la collecte de financements et, en développant des normes et des stratégies pour l'indexation et la fourniture électroniques de sources archivistiques.

La mise en place d'un réseau et d'un cadre pour la coopération archivistique en Europe servira de base pour la réalisation d'un contenu numérique de haute qualité qui pourra être intégré dans des portails tels que Archives Portal Europe ou Europeana.

→ Pour de plus amples informations sur ICARUS et ses activités, visitez le site www.icar-us.eu

ACTIVITÉS

ICARUS mène ou supporte un large éventail d'activités et de programmes pour intensifier la communication et la coopération entre les institutions aux niveaux individuel et professionnel. En voici quelques exemples:

1. Réunions ICARUS

Ces réunions semestrielles permettent aux membres du réseau de se partager leurs connaissances et leurs expériences ou de discuter et de planifier les projets futurs et en cours.

La première réunion de 2012 a eu lieu en juin à l'abbaye d'Einsiedeln en Suisse; la deuxième réunion s'est tenue en novembre aux Archives de l'État slovaques à Bratislava.



Andreas Kränzle, Thomas Aigner (President ICARUS) and Abbot Martin Werlen at the ICARUS-Meeting #9 in Einsiedeln.



Picture of the consortium at the ICARUS-Meeting #9 in Einsiedeln.

Lisez [ici](#) le rapport sur la réunion à Einsiedeln ; un article de presse sur la réunion se trouve [ici](#).

La prochaine réunion ICARUS se tiendra les 25-28 juin 2013 à Dublin, au Trinity College, en liaison étroite avec la conférence APEX "Building infrastructures for archives in a digital world" (Construire des infrastructures pour les archives dans un monde numérique").

□ De plus amples détails sur la réunion ICARUS seront communiqués [ici](#).

Des informations sur la conférence APEX et l'appel à contributions (échéance 17 février 2013) se trouvent [ici](#). Vous êtes tous invités à soumettre vos propositions!

2. ICARUS@work

Les ateliers sont organisés dans les divers pays membres et visent à stimuler le partage des connaissances.

Les ateliers suivants ont eu lieu en 2012:

- Bratislava (SK), ICARUS@work #8: International standards and their application in archival science (17 février)
- Radenci (SLO), ICARUS@work #9: Technical and field related problems of classical and electronical archiving (30 mars)
- Budapest (HU), ICARUS@work #10: A virtuális levéltár: "Régi" iratok találkozása "új" technológiával (22 mai)
- Wrocławski (PL): ICARUS@work #11: Meeting the digital challenge together – "The ICARUS-Experience" (5-7 septembre)

3. Conférences ICARUS

Divers conférenciers d'institutions externes viennent discuter de sujets relatifs aux développements futurs.

Les conférences suivantes ont eu lieu en 2012:

- 28 mars; Vienne (AT): En marge de l'Assemblée générale de l'association historique de Vienne, Karl Heinz et Adelheid Krah ont fait un exposé intitulé
- 10 mai; Florence (IT): En marge de la conférence EVA qui s'est tenue à Florence du 9 au 11 mai 2012 sur "Electronic Imaging – The Visual Arts / The Foremost European Electronic Imaging Events in the Visual Arts",

Stella Montari (Scuola Normale Superiore di Pisa) et Thomas Aigner (ICARUS) ont présenté le réseau européen pour la coopération archivistique (ENArC)

- 22 mai; Prague (CZ): Conférence ar Alena Pazderová, Jitka Křečková : “Monasterium – European Network on Archival Cooperation” dans le cadre de la conférence “EU Programme Culture (2007-2013) – Czech-Austrian cooperation projects” au Forum sur la culture autrichienne à Prague
- Trnava (SK): Présentation d’ICARUS aux XVIe Journées archivistiques de la République slovaque, par Thomas Aigner
- 14 septembre; Zagreb (HR): Conférence ICARUS #4 sur la Création d’un paysage archivistique commun: coopération, mise en réseau et standardisation

4. Présentations à des conférences nationales et internationales, à des ateliers, etc.

Aperçu de l’année passée:

- 18 mai; Rome (IT): Présentation d’un ouvrage sur MOM-CA par le prof A. Ambrosio – Sit liber gratus, quem servulus est operatus. Studi in onore di Alessandro Pratesi per il suo 90° compleanno, a cura di Paolo Cherubini – Giovanna Nicolaj, Città del Vaticano 2012 (Littera Antiqua), tomi I-II. Cliquez [ici](#) pour un résumé de l’ouvrage
- 25 mai; Marburg (DE): „Technical Introducing details cost efficient digitization methods“ par Daniel Jeller à l’atelier organisé en May; Marburg (DE): „Technical details – Introducing cost efficient digitization methods“ by Daniel Jeller at the workshop organized as a cooperation between the Regesta Imperii and the DFG-Project „Virtuelles deutsches Urkundennetzwerk“ / Virtual German Charter Network (lead: Manfred Thaller, Cologne), the Hessian State Archive (Dir. Andreas Hedwig) and the Department of Historic Studies and Historic Media Studies of the Ludwig Maximilian University Munich (Irmgard Fees)
- 5 septembre; Wrocławski (PL): “Complementarity and Synergy – Basic principles of archival work in the Digital Era” (Thomas Aigner) à la 6^e Journée archivistique polonaise



Thomas Aigner à la 6e Journée archivistique polonaise

5. ICARUS4education

Pour ces activités, ICARUS utilise ses portails en ligne (comme par exemple) www.monasterium.net, www.matricula-online.eu ou www.archivesportaleurope.net) à des fins éducatives destinées aux écoles et aux universités. Parmi les activités de 2012 :

- 28 May – 1 June; Pisa (IT): ICARUS4education at the Scuola Normale Superiore di Pisa - The Network of the European Historic Archives from Ecclesiastic Archives to European Archival Platforms

6. Autres activités dans le cadre d’ICARUS/ENArC

- 6-10 février; École de printemps 2012 à Vienne (AT)
- 5 mars – 28 mai; Digital Diplomats Course@UNINA Naples (IT)
→ Visitez <http://www.recruidigitaldoc.org/> pour en savoir plus sur les activités éducatives de l’Université de Naples dans le cadre d’ICARUS.

PROJETS

1. CrArc – Memory without Borders

→ Visitez le [site internet](#) pour de plus amples informations.

2. APEx – Archives Portal Europe network of excellence

→ Visitez les sites internet pour de plus amples informations ou restez informé via les médias sociaux comme [Facebook](#) ou [Twitter](#). Abonnez-vous [ici](#) au bulletin d'information
Site internet: www.apex-project.eu, www.archivesportaleurope.net

3. Men and Books – For a risk-free use of the European written cultural heritage

→ Visitez le [site internet](#) pour de plus amples informations

4. ENArC – European Network on Archival Cooperation

→ Visitez le [site internet](#) pour de plus amples informations.

5. BAS-NET – Archival cooperation across borders

→ Visitez le [site internet](#) pour de plus amples informations.

6. Archivum Rhenanum

→ Visitez le [site internet](#) pour de plus amples informations.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- 29-30 janvier 2013; *APEx Country Manager workshop at the Scuola Normale Superiore di Pisa (IT): "The European archival community on its way into the Archives Portal Europe"*
→ Nous vous tiendrons informés des résultats de l'atelier sur le [site internet](#) dédié au projet.
- 26-28 juin 2013; *APEx conference: "Building infrastructures for archives in a digital world" at Trinity College in Dublin (IE)*
- → Cliquez [ici](#) pour des informations sur la conférence et sur l'appel à contributions.

DIVERS

Film sur ICARUS

Ce film a été montré à la Foire internationale du Livre à Belgrade qui s'est tenue du 21 au 28 octobre 2012. Il présente quelques aspects et activités-clés du centre international de recherche archivistique ICARUS et il met en lumière la collaboration étroite avec l'Académie serbe des Sciences et des Arts, un des fondateurs d'ICARUS. En effet, l'Europe est la voie par excellence vers les documents serbes!

Regardez le film [ici](#) (disponible en serbe et en allemand).

Pour rester informé sur les activités en cours ou programmés d'ICARUS, abonnez-vous [ici](#) au Bulletin d'information ou suivez-nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

*Mag.a Kerstin Muff, PR & Eventmanagement / Project Management
ICARUS - International Centre for Archival Research*

Resp. de la Lettre d'informations: Natalija Glažar, Archives de la Rép. de Slovénie
Les membres sont invités à envoyer leurs contributions à : natalija.glazar@gov

"Traduction par M. Pascal Neckebrouck, Archives de l'État de la Belgique, Bruxelles"